

## Revue des revues SIT

10 mai 2012

En cette période de « montée des incertitudes » (Robert Castel), on trouve plus de questions que de réponses en parcourant la presse économique et sociale. Ce n'est pas sans intérêt, notamment quand les débats traitent de dossiers prioritaires pour le SIT comme la migration et les inégalités. Gros dossiers à lire donc, en plus des contributions récurrentes sur les perspectives économiques, les échéances sociales et les ripostes syndicales.

### 1. Politiques migratoires : du souci à se faire

En Suisse comme en Europe, la montée des droites extrêmes finit par banaliser et quasiment « normaliser » l'idée qu'on a affaire à une « immigration massive », pleine de risques et de dangers, contre laquelle il faudrait prendre des mesures protectrices : contingentements, immigration choisie, contrôles aux frontières, préférence nationale, sécurité, etc. Et la gauche est sommée d'abandonner son « angélisme » dans ce domaine pour contribuer à des politiques migratoires plus restrictives. Changement de climat inquiétant.

#### ➤ **PS suisse : un texte pour le moins ambigu**

En vue de son congrès de septembre, le PS a soumis à ses instances un texte conséquent (66 pages, 51 chapitres, 150 « engagements ») en vue de définir « une politique migratoire globale et cohérente ». Une première lecture laisse une impression mitigée. Certes, le texte a le mérite d'aborder de front les questions liées aux effets de l'immigration sur la vie économique et sociale en Suisse, de fournir des chiffres intéressants (différences selon les branches et les régions, p.ex.), de dénoncer les profits qu'en tirent les multinationales et de proposer un renforcement conséquent des mesures d'accompagnement à la libre circulation. Mais il y a d'abord quelque chose dans le ton qui ne va pas. Le texte commence par un large développement des « risques et problèmes » liés à l'immigration : pression sur les salaires, accroissement du chômage, logements hors de prix, augmentation de la criminalité, etc. On se sent parfois pas loin des thèses de l'UDC, dont le concept de « l'immigration massive » est repris à plusieurs reprises. Suit un chapitre sur les opportunités et avantages de l'immigration, mais attention : à condition qu'elle soit « maîtrisée », voire « ciblée ». La partie sur le renforcement des mesures d'accompagnement est plus proche du point de vue syndical : plus de contrôles et de sanctions (faux indépendants, sous-traitance, travail au noir), taxe sur les transactions financières, mais elle parle de « salaires minimaux » pour toute la Suisse sans mentionner l'initiative syndicale et elle ajoute le combat contre les abus dans les assurances sociales comme si c'était une « spécialité » de l'immigration. D'autres mesures en faveur de la formation continue, du travail des femmes sont intéressantes mais assorties de la mention que cela doit servir à éviter de devoir recruter à l'étranger. Enfin, sous le label « encourager et exiger », le texte se prononce certes pour un effort d'intégration partagé (accueil et insertion), mais ne fait pas mention du droit de vote des immigré-e-s. Lecture astreignante mais nécessaire, ne serait-ce que pour interpeller les « camarades » du PS.

**En savoir plus :** *Pour une politique migratoire globale et cohérente*, projet du comité directeur du PS, 23.03.12 (disponible en version pdf auprès d'Aurélien) ; *La politique migratoire du PS sera très disputée à l'interne*, Le Temps, 04.04.12

➤ **Contrepoints : AVS et migration, inégalités face aux études, formation des sans papiers, exil intérieur des requérants**

En lien avec le dossier migration, on peut relever le point de vue du directeur sortant de l'OFAS, qui souligne l'indispensable apport des migrant-e-s au financement de l'AVS, une enquête de l'Université de Berne sur la sous-représentation des enfants de migrants dans les écoles supérieures alors qu'ils obtiennent les mêmes résultats que les Suisses à l'école obligatoire, la mise en consultation d'une ordonnance fédérale permettant aux jeunes sans-papiers de suivre un apprentissage (avec autorisation de séjour), la situation « d'exil intérieur » vécue par les candidats à l'asile parqués dans les abris anti-atomiques ou relégués en montagne.

**En savoir plus :** *L'AVS se porte bien grâce aux migrants*, Le Courrier, 28.04.12 ; *Enfants de migrants inégaux face aux études*, L'évènement syndical, 14.03.12 ; *Les jeunes sans-papiers ont une porte vers le monde du travail*, Le Courrier, 03.03.12 et une analyse plus critique dans USS-infos 5/12 intitulée *Il faut en finir une bonne fois avec les hésitations ; L'exil intérieur des candidats à l'asile*, Le Temps, 05.05.12

➤ **Ailleurs aussi : immigration choisie, travailleurs détachés et vidéos françaises**

Sur le même thème, on lira avec intérêt l'analyse, par un démographe et sociologue, de la politique migratoire française sous Sarkozy, dont les mesures discriminatoires se révèlent être un échec, notamment celle de « l'immigration choisie ». De même l'adoption par la Commission européenne de textes censés améliorer le statut des travailleurs détachés (responsabilité conjointe employeurs-sous traitants, respect des droits sociaux, renforcement des contrôles) est critiquée par la Confédération européenne des syndicats (CES) parce que laissant encore trop de marge à l'exercice de la libre concurrence. Enfin, la campagne présidentielle française a été l'occasion de publier des vidéos sur la migration jugées très intéressantes par le groupe migration-développement de la FGC.

**En savoir plus :** *L'immigration choisie est un échec*, entretien avec François Héran dans Alternatives économiques No 311, mars 2012 ; *La Commission européenne veut améliorer le statut des travailleurs détachés*, Le Monde, 19.03.12 ; trois vidéos sur youtube :

<http://www.youtube.com/watch?v=mcSBYF9Su3g&feature=endscreen&NR=1>

[http://www.youtube.com/watch?v=hQyTF\\_GNiXM](http://www.youtube.com/watch?v=hQyTF_GNiXM)

<http://www.youtube.com/watch?v=hFgysJ9n6z0>

## 2. Inégalités : trop c'est trop

Autre gros dossier utile au SIT, celui sur les inégalités, que l'économie libérale et ses crises accroissent fortement et qui menacent la cohésion sociale. De plus en plus d'études le démontrent. Au niveau suisse pour les revenus, d'un point de vue plus détaillé au niveau genevois. Reste à savoir comment les combattre.

➤ **Précarité : à Genève aussi**

Le Centre d'analyse territoriale des inégalités (CATI) a été créé à Genève en 2009 pour analyser les inégalités dans le canton et leur évolution. Après un premier rapport concernant l'immobilier et le logement (mars 2010), il publie un second document conséquent (79 pages) plus détaillé partant de 5 indicateurs principaux (le revenu, l'éducation, l'emploi et le chômage, la protection sociale, le logement) pour établir une carte des inégalités dans le canton qui révèle leur ampleur et aussi leur répartition inégale selon les communes et les quartiers (475 secteurs !). Les secteurs les plus défavorisés (71), dans 8 communes et la Ville de Genève sont désignés comme « éligibles aux actions de la

politique de cohésion sociale » au sens de la loi du même nom. Actions qui sont en cours d'élaboration tant à l'Etat qu'en Ville de Genève et qui seront à suivre syndicalement.

**En savoir plus :** comme il n'existe ni synthèse ni résumé de l'étude, on ne peut que se référer au document complet *Les inégalités territoriales dans le canton de Genève*, CATIGE, rapport 2011, Université de Genève (disponible en pdf chez Aurélien).

➤ **Suisse : écarts croissants entre les revenus**

De son côté, l'USS publie une étude sur la répartition des revenus et de la fortune en Suisse qui confirme le creusement des écarts entre hauts, moyens et bas salaires. Sur 10 ans, non seulement les augmentations de salaires sont inégales, mais à cause d'une politique fiscale injuste et des primes maladie, les revenus disponibles sont incomparables. Un seul exemple : pour une personne seule, de 2000 à 2010 les revenus très élevés (280'000) ont augmenté de 23'700 francs, les élevés (130'000) de 6'900, tandis que les moyens (72'000) ont baissé de 300 francs et les bas (47'000) de 1'300. L'USS a donc fait une sortie de presse massive pour dénoncer ces inégalités et proposer des mesures de correction : salaire minimum, hausses généralisées et non individualisées, offensive de formation initiale et continue, réforme fiscale, primes assurance-maladie en fonction des revenus et ... syndicats forts.

**En savoir plus :** *Rapport sur la répartition des revenus 2012*, USS, dossier No 86, avril 2012, 54 pages ... dont 2 en français (résumé, annexé) + conférence de presse du 26 avril 2012, avec 4 communiqués : *On peut et on doit combler les écarts croissants entre les revenus*, communiqué USS No 21 ; *Finissons-en avec les inégalités croissantes en matière de revenus et de fortune* (Rechsteiner) ; *Écarts des salaires : les politiques peuvent et doivent agir* (Lampart) ; *Avec des salaires minimums, des CCT et des syndicats forts pour plus de justice distributive* (UNIA)

➤ **Le fossé de l'inégalité**

Dans une perspective plus générale et avec d'autres chiffres, Michel Schweri dresse le même constat, avec aussi un panorama des inégalités territoriales dans le pays (selon les cantons) et des disparités selon les fonctions occupées (direction, cadres, employés, exécutants).

**En savoir plus :** *Le fossé de l'inégalité économique continue à se creuser*, Michel Schweri, Le Monde du Travail, janvier 2012

➤ **Que faire ?**

Dans un contexte européen et français, le fondateur de la revue Alternatives économiques, Denis Clerc, publie un dossier (17 pages) sur la réalité des inégalités et les situations de pauvreté qu'elles créent, avec pas mal de chiffres qui confirment leur croissance et, surtout des pistes pour réduire ces deux phénomènes, en les distinguant bien. Pour contrer les inégalités, il privilégie une fiscalité réellement distributive (« taxer les riches »), tandis que, pour éradiquer la pauvreté, il mise prioritairement sur une politique active de l'emploi donnant aux chômeurs et aux moins qualifiés les conditions d'y accéder et d'y évoluer (formation, reconversion, salaire minimum, garde d'enfants, etc.).

**En savoir plus :** *Comment réduire les inégalités et la pauvreté ?* Denis Clerc, L'Economie politique No 54, avril-mai-juin 2012 (aussi sur [www.leconomiepolitique.fr](http://www.leconomiepolitique.fr))

### 3. Remises en question

Comme signalé en introduction, cette période de crise qui dure ouvre le champ à plein de remises en questions des institutions et des certitudes. Ces derniers temps, la presse s'est ainsi

fait l'écho de débats sur la légitimité des syndicats, sur la « science » économique, sur les liens entre droit du travail et compétitivité, sur le blues des classes moyennes.

➤ **Quelle représentativité syndicale ?**

Dans le feu de la campagne présidentielle, Sarkozy s'est permis une agression contre les syndicats en les classant dans la catégorie franco-française des « corps intermédiaires » qui, selon lui, ne représentent qu'une bande de permanents coupés des « vrais » travailleurs, incapables de s'adapter aux mutations et de voir les « vrais » problèmes, partisans de l'immobilisme le plus crasse et confisquant la parole aux Français. Il convient donc de les court-circuiter en posant les « vraies questions » (droit de vote des étrangers par exemple) directement aux citoyens. Bref : le référendum plutôt que la démocratie sociale. Le débat a occupé la presse pendant un mois et peut paraître une pure gesticulation politique liée, il est vrai, au taux spectaculairement bas de la syndicalisation en France (8% en tout, moins de 5% dans le privé). Mais il dit tout haut ce que certains pensent et font en Suisse aussi : critique des syndicats institutionnalisés et volonté de les contourner, référendums et initiatives à la chaîne pour « donner la parole au peuple », etc. Et cela relance aussi le débat sur l'équilibre entre législation sociale « universelle » (p.ex. le salaire minimum) et négociations paritaires diversifiées (conventions collectives p.ex.). Le tout renvoyant à la capacité de syndicalisation, de mobilisation et de proposition des syndicats. Pas si inintéressant qu'il y paraît donc.

**En savoir plus :** *Démocratie sociale ou référendaire*, Le Monde, 19.03.12 ; *Diktat des « corps intermédiaires » ?*, Le Monde, 20.03.12 ; *Repenser la démocratie sociale*, Le Monde, 28.04.12

➤ **Une science l'économie ?**

Plus récurrent, revoici le débat sur la validité de la science économique, du moins de son courant dominant : dogme du marché, connivence avec les dirigeants économiques et financiers, pensée unique, conflits d'intérêts, médiatisation à outrance sont critiqués notamment par des économistes alternatifs, qui proposent l'adoption d'une charte déontologique et l'obligation de déclarer ses conflits d'intérêts.

**En savoir plus :** un dossier de 3 pages du Monde, 03.04.12, en deux parties : *Dogmatisme, conflits d'intérêts, la science économique suspectée* et *Le procès d'une profession chahutée par la crise*

➤ **Le droit du travail, un frein à la compétitivité ?**

En France (accords compétitivité-emploi), en Espagne (licenciements facilités, flexibilité des horaires, mobilité géographique), en Italie (mise en place d'un « contrat unique »), l'heure est à « l'assouplissement du marché du travail », autrement dit à la déréglementation. Ces « détricotages » du droit du travail au nom de la compétitivité sont soit combattus (syndicats), soit contestés (des experts pensent que la sécurité de l'emploi et le dialogue social sont bons pour la compétitivité), soit négociables en vue d'un code du travail « adapté au XXIe siècle » (d'autres experts). Dossier à suivre.

**En savoir plus :** *Le droit du travail est-il un frein à la compétitivité ?*, dossier du Monde, 22.02.12

➤ **Menacées les classes moyennes ?**

Les classes moyennes, sont inquiètes : crainte du chômage, revenus en stagnation, peur du déclassement, perspectives incertaines, rigueur fiscale, tout cela concourt à les fragiliser et à les faire naviguer entre défense des acquis, compétition scolaire et professionnelle, tentations populistes. Se trouvant au carrefour des sociétés et des votes, elles participent

par leurs incertitudes à l'alourdissement du climat politique et social et sont courtisées par les partis politiques. Leur évolution est un enjeu important à saisir : qui sont-elles vraiment, quel est leur rôle social, comment répondre à leurs questions ? Ce n'est pas sans importance pour les syndicats dont une partie des membres (fonction publique notamment) en fait partie.

**En savoir plus :** *2012 : la bataille des classes moyennes*, dossier lié aux élections présidentielles et législatives françaises, mais révélateur d'enjeux sociétaux plus larges, Alternatives économiques No 311, mars 2012

#### 4. Perspectives économiques et échéances sociales

Comment se traduisent concrètement les incertitudes économiques, politiques et sociales générales décrites ci-dessus ? Quelques exemples :

➤ **Finances publiques en danger : info ou intox ?**

L'administration fédérale des finances (AFF) produit une étude prospective sur l'évolution des finances publiques à long terme (2009-2060). Selon elle, la relative bonne santé budgétaire actuelle est menacée par l'évolution démographique : les « baby-boomers » seront à la retraite dans 20 ans et le taux de fécondité en baisse, alors que l'allongement de l'espérance de vie augmentera. Donc moins de recettes et plus de dépenses. Les dépenses publiques passeraient ainsi de 18,4% du PIB (2009) à 22,3% (2060). D'où un défaut de paiement prévisible de 1,8% du PIB, soit quelque 10 milliards de francs. Conclusion de l'AFF : « il faudrait dégager des économies annuelles du même ordre pour prévenir toute augmentation de la dette jusqu'en 2060 », et les « cibles » sont désignées : AVS, AI, santé et soins de longue durée, formation. Sauf que l'AFF, tout en les mentionnant, ne chiffre pas du tout les augmentations de recettes possibles via la croissance économique, le solde migratoire ou ... la fiscalité. Ce qui conduit l'AFF à préconiser des « réformes en profondeur » dans les domaines de la prévoyance vieillesse et de la santé. A bon entendeur ...

**En savoir plus :** *Perspectives à long terme des finances publiques suisses*, La Vie économique 3-2012

➤ **La politique de la santé sous la loupe**

Pas étonnant dès lors que le même numéro de la Vie économique accorde une large place à une évaluation du système de santé suisse par l'OCDE et l'OMS, qui propose un vaste train de réformes pour en améliorer la gouvernance et l'efficacité. Evaluation qui tient compte elle aussi des mutations démographiques et de l'augmentation à venir des maladies chroniques. L'OCDE et l'OMS en arrivent ainsi à proposer un catalogue de 26 recommandations dont une partie vise à améliorer l'efficacité du système de santé et l'autre en diminuer les coûts. Parmi ces mesures : à demi-mot, incitation à la création d'une caisse unique d'assurance-maladie, paiement au forfait plutôt qu'à l'acte, encouragement des réseaux de soins intégrés, franchises variables selon l'efficacité des prestations, financement moniste des hôpitaux, mise en place du dossier électronique du patient, pression pour une baisse des coûts des médicaments, réduction du nombre d'hôpitaux spécialisés (soins aigus) au profit d'une meilleure prise en charge des maladies chroniques, renforcement de la prévention, etc. Bref, il y a « à boire et à manger » dans tout ça, mais une lecture s'impose aux syndicats pour en tirer des arguments qui peuvent aller dans leur sens.

**En savoir plus :** *Le rapport de l'OCDE et de l'OMS sur le système de santé suisse : faire du neuf avec du vieux ?*, La Vie économique 3-2012

➤ **Chômage : hausse continue**

Dans ses prévisions conjoncturelles, le SECO envisage une progression certes peu spectaculaire mais continue du chômage ces prochains mois : 3% en 2011, 3,6% en 2012, 3,7% en 2013.

**En savoir plus :** *Tendances conjoncturelles, hiver 2011/2012*, SECO, janvier 2012-05-09

➤ **Dérégulations en tous genres**

La droite est en forme ! Elle multiplie les offensives pour déréglementer le droit du travail partout où elle peut : interpellations urgentes au Conseil national (Ruedi Noser) et au Conseil des Etats (Hannes Germann) contre l'extension de la CCNT hôtellerie-restauration ; initiative parlementaire au Conseil des Etats (This Jenny) pour pouvoir se passer des syndicats pour négocier les CCT en recueillant les signatures individuelles des salariés ; motion Wasserfallen au Conseil national pour « harmoniser » à la hausse les horaires d'ouverture des magasins et permettre deux ouvertures dominicales par an dans tout le pays ; même demande de prolongation des heures d'ouverture des magasins dans les cantons de Lucerne et Zurich ; révision de la loi sur le personnel de la Confédération visant notamment à faciliter le licenciement des fonctionnaires, déjà acceptée par le Conseil des Etats et en discussion au Conseil national ; seule consolation : le parlement a accepté une motion demandant de mettre fin aux faillites abusives en chaîne. Autre dossier chaud : la sous enchère salariale concernant les travailleurs détachés : ils sont de plus en plus nombreux (180'000 en 2011, soit 22% de plus qu'en 2010) et les cas de dumping révélés par les 32'000 contrôles effectués révèlent un non respect des salaires minimaux dans 35% des entreprises étrangère et 26% des entreprises suisses.

**En savoir plus :** 4 communiqués parus dans USS-infos 5/2012 et 6/2012 + deux articles sur les travailleurs détachés dans Le Temps, 28.04.12 (*Les cas de dumping salarial persistent*) et Le Courrier, 28.04.12 (*Les salaires restent sous pression*)

➤ **Souffrance au travail toujours**

Les articles sur les conditions de travail difficiles continuent de paraître : dangers liés à la mauvaise qualité de l'air ambiant, stress au travail, augmentation des suicides et des tentatives de suicide, travail empiétant sur la vie privée (25% des salariés français jugent insatisfaisant l'équilibre entre vie familiale et professionnelle). Sur ce dernier point, un intéressant dossier du Monde s'intéresse au défi particulier qui consiste à articuler parentalité et salariat, essentiellement pour les femmes.

**En savoir plus :** *L'impact d'un air ambiant de bonne qualité sur l'efficacité au travail*, La Vie économique 1/2-2012 ; *Le stress au travail rend-il malade et entraîne-t-il des pertes pour l'économie ?*, La Vie économique 3-2012 ; *Les suicides augmentent avec le chômage*, Le Temps, 16.03.12 ; *Quand le travail empiète sur la vie privée*, Le Monde, 07.04.12 ; *Etre salarié et parent reste un défi*, dossier du Monde 06.03.12

➤ **Bon pour les neurones**

Pour se remettre de ces perspectives somme toute peu réjouissantes, on peut visionner la vidéo d'une conférence, « décoiffante mais pleine d'espoir » selon un commentateur, de l'économiste Pierre Larrourou, auteur d'un récent livre intitulé « *Eviter le krach ultime* »

**En savoir plus :** [www.youtube.com/watch?v=AxaHidNSNXk](http://www.youtube.com/watch?v=AxaHidNSNXk)

## 5. Que font les syndicats ?

Comme d'habitude, cette revue des revues ne relate pas l'actualité de la vie syndicale genevoise et suisse que le SIT connaît puisqu'il en est un des acteurs. Pour le reste, on notera :

- L'appel de la CES (Confédération européenne des syndicats) à une journée d'action le 29 février **contre le dumping salarial**
- La mobilisation des syndicats allemands pour négocier une **revalorisation des salaires** de 5 à 7%
- Une grève générale et des manifestations régionales en Espagne **contre la réforme du marché du travail** entrée en vigueur en février, qui facilite les licenciements, impose la flexibilité, réduit le rôle des syndicats, entraîne des baisses de salaires, **et contre les coupes budgétaires** (éducation, santé, statut des fonctionnaires). Des centaines de milliers de personnes y ont participé.
- Appel à la grève générale en Italie aussi contre la modification du code du travail **qui affaiblit le statut des salarié-e-s italiens et assouplit les règles de licenciement**.
- Le 6 mars à Istanbul, les délégués syndicaux d'une vingtaine de magasins dans le monde ont créé un **syndicat mondial des employés d'Ikea**.

**En savoir plus :** Halte au dumping salarial! Pour une responsabilité solidaire immédiate! USS-infos 4/2012 ; L'Allemagne sommée de jouer le pouvoir d'achat, Le Monde, 06.03.12 ; Les Espagnols en grève générale contre la réforme du marché du travail, Le Monde, 29.03.12 ; En Espagne, le printemps valencien s'annonce chaud, Le Monde, 01.03.12 ; L'Italie s'apprête à assouplir les règles de licenciement, Le Monde, 23.03.12 ; Un syndicat mondial des employés d'Ikea voit le jour à Istanbul, Le Monde, 08.03.12

## 6. Et encore ...

Quelques brèves pour compléter cette revue sans l'alourdir ...

- **Salaires minimum : paysage européen** : les salaires minimums mensuels dans l'UE vont de 138 euros (Bulgarie) à 1801 euros (Luxembourg) en passant par 1398 euros (France). Rapportés au niveau de vie des pays concernés, cela donne 272, 1495 et 1262 euros. Chiffres à retenir en vue de la campagne en Suisse (on va nous les ressortir). Liste complète dans Le Monde du 19.03.12.
- **Populismes : la pente fatale** : pour alimenter notre dossier sur les populismes, lire l'entretien avec le politologue Dominique Reynié, auteur du livre « Populismes : la pente fatale » aux éditions Plon. Texte annexé.
- **Manifs : critiques onusiennes** : suite au vote genevois, Maina Kiai, expert de l'ONU sur les droits de réunion et d'association, dénonce une menace sur les libertés fondamentales, la restriction de la liberté d'expression que constitue l'obligation d'autorisation préalable et le montant disproportionné de l'amende. Le Courrier, 10-11.03.12
- **Les chômeurs coupables du chômage ?** En temps de crise, imposer des formations au chômeurs pour les réinsérer est un leurre : ce qui manque, c'est des emplois. Une bonne politique de l'emploi serait plus efficace que de dénoncer la formation « insuffisante » des personnes concernées. Alternatives économiques No 311, mars 2012
- **Revenu universel garanti : initiative lancée** : la récolte des signatures pour un revenu de base « inconditionnel » de 2500 francs est lancée par le réseau BIEN-CH ; initiative dont le coût (200 milliards) soulève des débats : augmentations d'impôts ou refonte de tout le système social (assurances et aides sociales) ? Arguments dans Le Temps du 11 avril 2012.
- **Rigueur de droite, rigueur de gauche, même combat ?** A l'occasion de la présidentielle française, le Cercle des économistes dit qu'il ne faut pas se raconter

d'histoires : face à la crise, que la majorité soit de gauche ou de droite, il y aura de la rigueur au programme ; pas la même, mais de la rigueur cependant, même si elle ne dit pas son nom. Recension de leur bouquin (« Droite contre gauche ? ») dans *Le Monde du 28.02.12*

- **Projet d'agglomération : livre vert 2** : en vue de l'élaboration du 2<sup>ème</sup> plan quadriennal (2015-2019) de l'agglomération franco-valdo-genevoise, la CEST publie un « livre vert 2 » avec des informations et des propositions concernant notamment l'emploi, le logement, la mobilité. *Résumé annexé* + consulter le site [www.coordination-transfrontaliere.org](http://www.coordination-transfrontaliere.org)
- **Certificat médical et prud'hommes** : La Lettre de l'AMG publie un article d'un juriste de la FER intitulé : « Un certificat médical produit par un employé est-il toujours pris en compte par les juges ? ». Instructif pour nos dossiers prud'hommes. *La lettre de l'AMG janvier-février 2012*, article annexé.
- **Scop toujours** : une pièce de plus à notre dossier sur l'économie sociale et solidaire : un article du président de la Confédération générale des Scop (France) définit l'utilité et la pertinence des coopératives en précisant qu'il s'agit d'un outil et pas d'un miracle. *Alternatives économiques No 310, février 2012*
- **Les libéralismes** : selon une vieille règle, pour combattre efficacement son ennemi, il faut le connaître. D'où l'intérêt du livre de Serge Audier intitulé « Néo-libéralisme(s) », qui retrace l'histoire de ce courant en rendant attentif au fait que ce n'est pas une école unifiée, mais une nébuleuse hétéroclite, traversée parfois de franches oppositions. Recension de ce pavé (631 pages) dans *Alternatives économiques No 311, mars 2012*
- **Marx, le retour** : en cette période de crise grave du libéralisme économique, l'auteur du Capital redevient d'actualité et suscite de nombreuses publications, dont 3 essais jugés intéressants par *Le Monde du 06.04.12*, qui en fait la recension : « Marx et les nouveaux phagocytes » ; « Marx et l'invention historique » ; « Marx, prénom : Karl ».

JMD / 10.05.12